



Lors d'une manifestation contre la guerre en Ukraine, place de la République, à Paris, le 22 février.

UKRAINE : LA « PLANÈTE FLE » SE MOBILISE...

Pour répondre aux besoins des réfugiés ukrainiens en matière d'apprentissage de la langue française, beaucoup de partenaires du réseau FLE se sont mobilisés dès le mois de mars pour mettre en place des dispositifs de soutien particuliers. Petit tour des initiatives en cours.

PAR SOPHIE PATOIS

À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 40 000 réfugiés ukrainiens sur les quatre millions qui ont quitté leur pays sont arrivés en France. Dans un tel contexte de guerre et de désarroi humanitaire, évoquer l'enseignement du français pourrait paraître secondaire. Pourtant, la langue française a bien un rôle essentiel à jouer comme vecteur d'accueil et d'intégration. Y veiller

est d'ailleurs l'une des missions de la Délégation à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) au ministère de la Culture. Ce sont essentiellement des femmes et des enfants qui sont accueillis, la France étant en capacité, selon le gouvernement, d'accueillir jusqu'à 100 000 déplacés dans les mois à venir. D'où la volonté de mobiliser « la planète FLE » auprès des réfugiés ukrainiens. Une vingtaine de personnes ont été ainsi réunies sous

l'égide du ministère de la Culture pour réfléchir aux solutions à apporter à court et moyen terme. « Notre point d'appui, soulignons tout de la temporalité dans laquelle il va falloir le faire. » De son côté, le Groupement FLE (42 écoles membres) fait observer par la voix de son président, Gilles Capadoro, « qu'une bonne majorité de [nos] écoles se sont positionnées pour offrir gracieusement des solutions de première urgence. Dans la suggestion du comité de pilotage ministériel, il était question de 25 heures de cours. C'est de "la trousse de secours" mais c'est déjà très bien. » François Pfeiffer, représentant du groupement SOUFFLE, souligne pour sa part le besoin d'un soutien financier pour envisager accueil et mise à niveau en français dans de bonnes conditions : « Les centres sont fragili-

Évaluer les besoins

Sur le terrain, les acteurs font part de la même attention et souci de solidarité. « Nous avons accueilli à titre gratuit des personnes réfugiées venues d'Ukraine, 9 à ce jour, que nous avons intégrées dans les classes déjà existantes, témoigne Michel Boiron, qui dirige le CAVILAM de Vichy. Nous avons reçu également plusieurs candidatures de l'Alliance française d'Odessa, auxquelles nous réfléchissons pour y répondre favorablement. À l'heure actuelle, il y a un problème d'évaluation des besoins et des perspectives. Les situations sont tellement disparates. Certains ont tout perdu... » Même constat du côté de la Fondation des Alliances françaises. Pour Fabrice Placet, délégué géographique, « après avoir été abasourdis, nous prenons la mesure de ce qui se passe. Il faut maintenant cartographier la situation. Certaines de nos Alliances ont été largement sollicitées, notamment à Nice. Tout le monde est en ordre de marche mais on attend de voir ce qu'on peut faire sur le terrain et

avec qui. Certains donateurs privés se sont manifestés, mais nous en sommes juste aux prémices. Nous ignorons tout de la temporalité dans laquelle il va falloir le faire. »

De son côté, le Groupement FLE (42 écoles membres) fait observer par la voix de son président, Gilles Capadoro, « qu'une bonne majorité de [nos] écoles se sont positionnées pour offrir gracieusement des solutions de première urgence. Dans la suggestion du comité de pilotage ministériel, il était question de 25 heures de cours. C'est de "la trousse de secours" mais c'est déjà très bien. » François Pfeiffer, représentant du groupement SOUFFLE, souligne pour sa part le besoin d'un soutien financier pour envisager accueil et mise à niveau en français dans de bonnes conditions : « Les centres sont fragili-

« La compétence en français est essentielle, notamment pour pouvoir travailler dans des emplois en lien avec leurs aspirations »

SOLIDARITÉS TOUS AZIMUTS

S'il est impossible de répertorier ici toutes les initiatives publiques et privées d'aide à la population ukrainienne déplacée, voici néanmoins quelques points de repère. Pour toute offre de bénévolat, le site www.jeveuxaider.gouv.fr répertorie de nombreuses demandes dans un onglet dédié à l'Ukraine. Réunis dans un comité de solidarité avec les étudiant(e)s victimes de la guerre en Ukraine, plusieurs collectifs et associations œuvrant pour les droits des personnes exilées à accéder à l'Université en France proposent sur un site dédié informations et ressources précieuses : <https://solidarite-etudiantsukr.mystrkingly.com>. Pour le statut, encore flou, des étudiants venant d'Ukraine de nationalité non ukrainienne, il existe de nombreux réseaux : le réseau MENs (<https://reseau-mens.org>) ; le collectif d'étudiants, enseignants, associations, groupes informels : r-e-s-o-m-e (<https://www.resome.org>) ; l'association UniR (<https://www.uni-r.org>) ; ou encore l'Union des étudiants exilés (UEE, <https://uniondesetudiantsexiles.org>). À noter également que l'Atelier des artistes en exil (<https://aa-e.org/fr>) a été missionné par le ministère de la Culture pour l'accueil des réfugiés ukrainiens (et des Russes dissidents, victimes du conflit eux aussi). □

sés par deux ans de crise sanitaire et peu d'entre eux auront les ressources pour intégrer de nouveaux apprentis dans leur établissement sans garantie d'une aide de l'État. »

Un puzzle à construire

Dans un futur (proche ?) une plateforme pourrait centraliser les moyens mis en œuvre pour accompagner les réfugiés ukrainiens dans leur parcours d'intégration, sachant que l'Europe leur a accordé un statut temporaire exceptionnel qui leur permet notamment d'accéder immédiatement à l'emploi. Dans ce cadre, fait remarquer la DGLFLF, « la compétence en français est essentielle. Au-delà d'un niveau de "débrouille", nous souhaitons qu'ils aient accès à des niveaux supérieurs pour pouvoir travailler dans des emplois en lien avec leurs aspirations. Nous savons que la migration entraîne du déclassement. Il s'agit d'atténuer ce phénomène. »

En attendant, chacun arrive muni de son « petit panier » pour aider. FEI et le Conseil de l'Europe, avec le « passeport européen de qualification des réfugiés ». RFI a annoncé qu'il y aurait bientôt une version franco-ukrainienne des « Voisins du

Recueillir toutes les bonnes initiatives afin qu'elles puissent être diffusées le plus largement possible

12 bis », un programme auquel le ministère de la Culture a participé. TV5Monde avec « Ici ensemble » met à disposition des ressources pour des adultes débutants en français, ainsi qu'un outil accessible en ligne pour les enseignants avec des fiches pédagogiques. On l'aura compris, l'idée est de recueillir toutes les bonnes initiatives afin qu'elles puissent être diffusées le plus largement possible.

Parmi la population réfugiée, les étudiants font l'objet de préoccupations particulières, bénéficiant aussi de la protection temporaire qui leur permet de s'inscrire dans les établissements français. UniR (Universités et Réfugié-e-s) est une association créée en 2018 qui accompagne précisément les personnes réfugiées demandeuses d'asile en France. « Environ une semaine après l'offensive russe, on a reçu beaucoup de demandes d'aide, raconte Paola Salazar, en charge du projet FLE 2.0. De personnes venues d'Ukraine qui n'étaient pas toutes de nationalité ukrainienne, pas mal de francophones aussi. Les demandes de cours de français s'intensifient. Nous mobilisons nos partenaires pour assurer un enseignement pour débutants trois fois par semaine (90 heures sur 12 semaines). Tous nos cours sont donnés par des professionnels rémunérés, c'est pourquoi nous avons besoin de soutien matériel et financier. Il ne s'agit pas seulement de monter des cours mais d'intégration et de reprise d'études avec des cas très compliqués parfois, selon que les réfugiés sont de nationalité ukrainienne ou pas... » En somme, répondre à la demande en étant le plus flexible possible. □